28 juin 2011
Projet de loi du groupe socialiste

11.160

**Loi portant modification de la loi sur les droits politiques (LDP)
 (introduction de la motion populaire en matière communale)**

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
 sur la proposition de la commission ...
 décrète:*

Article premier La loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984, est modifiée comme suit :

Titre modifié entre les art. 117 et 117a

CHAPITRE 3

Motion populaire en matière cantonale

Nouveau chapitre entre les art. 117f et TITRE IV

CHAPITRE 4

Motion populaire en matière communale

Art. 117g (nouveau)

Principe et objet

¹*Quarante personnes, inscrites au registre des électrices et électeurs de la commune, peuvent adresser une motion populaire au Conseil général.*

²*La motion populaire est la demande faite au Conseil général d'enjoindre le Conseil communal de lui adresser un rapport ou un projet.*

³*Elle peut demander l'urgence.*

Art. 117h (nouveau)

Listes de signatures

Les listes de signatures de la motion populaire doivent indiquer :

- a) le texte de la motion avec une brève motivation;*
- b) les nom, prénom et adresse de la première personne signataire;*
- c) le texte de l'article 101 de la présente loi adapté à la motion populaire.*

Art. 117i (nouveau)

Renvoi

Les dispositions relatives à l'initiative populaire et concernant la manière de signer, l'attestation officielle et les causes de nullité, prévues aux articles 101 à 104 et 106 de la présente loi, sont applicables par analogie à la motion populaire.

Art. 117j (nouveau)

Dépôt et validation

¹*Les listes de signatures sont adressées au Conseil communal qui procède à leur attestation.*

²*Le Conseil communal détermine si la motion a recueilli le nombre prescrit de signatures valables. Il communique sa décision à la première personne signataire de la motion en indiquant le nombre de signatures valables et celui des signataires nulles.*

³ Si la motion a recueilli le nombre prescrit de signatures valables, le Conseil communal la transmet au Conseil général pour inscription à l'ordre du jour de sa prochaine séance.

Art. 117k (nouveau)

Traitement

¹ Le Conseil général traite la motion populaire selon les dispositions de son règlement communal.

² En l'absence de règles communales, les dispositions mentionnées aux alinéas 3 à 9 ci-après sont applicables.

³ Lorsque la motion populaire le demande, le Conseil général peut décider l'urgence à la majorité des membres présents.

⁴ Si l'urgence est décidée, l'acceptation de la motion peut être discutée séance tenante, à la suite de l'ordre du jour.

⁵ La motion populaire ne peut faire l'objet d'amendements.

⁶ La motion populaire ne fait l'objet d'aucun développement en cours de séance du Conseil général.

⁷ Le Conseil communal exprime sa position lors de la mise en discussion de la motion populaire. Si cette dernière n'est pas combattue, elle est réputée prise en considération. Si, au contraire, elle est combattue par le Conseil communal ou par une personne membre du Conseil général, une discussion générale est ouverte et, à la clôture du débat, le Conseil général se prononce, par un vote, sur sa prise en considération.

⁸ Après la prise de position du Conseil communal, le Conseil général peut toutefois décider le renvoi de la discussion à une prochaine séance.

⁹ Si la motion populaire est acceptée, le Conseil communal y donne suite en adressant un rapport ou un projet au Conseil général dans un délai d'une année.

Art. 117l (nouveau)

Retrait

La motion populaire peut être retirée par la première personne signataire jusqu'au début de la délibération en Conseil général par une déclaration écrite adressée à la présidence.

Art. 2 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Art. 3 ¹ La présente loi entre en vigueur le ...

² Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le ...

Au nom du Grand Conseil:

Le président,

Les secrétaires,

Signataires: A. Blaser, C. Borel, J.-P. Cattin, B. Goumaz, J. Lebel Calame et Ph. Loup.

Bref développement:

Des processus de fusion de communes sont en cours.

Dans les localités concernées, une partie des citoyennes et citoyens craint une perte de pouvoir décisionnel dans les affaires locales. Les moyens d'intervention tels que référendum et initiative sont plus difficiles à appliquer dans une commune unique de quinze mille habitants qu'à l'échelle d'une communauté villageoise de mille âmes.

Sans avoir la même "force" qu'une initiative qui demeure par ailleurs un droit dans les nouvelles communes résultant de fusions, la motion populaire est un instrument facile à mettre en place complétant judicieusement les droits démocratiques existants. Elle serait par exemple un moyen, pour un groupe d'électrices et d'électeurs d'un village ou d'un groupe de villages, d'exprimer "institutionnellement" une demande aux autorités communales de la nouvelle commune résultant de leur fusion.

Pour les grandes communes préexistantes, l'introduction de la motion populaire en matière communale est un des moyens de stimuler la vie démocratique.

La question du nombre minimum de signatures requises à l'appui de la motion populaire en matière communale peut encore faire l'objet d'une réflexion complémentaire et d'une proposition plus appropriée de la commission législative. Pour mémoire, la motion populaire cantonale nécessite cent signatures, soit le 0,076% des électrices et électeurs inscrits. Ce taux, appliqué respectivement à la plus grande et la plus petite commune du canton, correspond à 21,5 signataires pour La Chaux-de-Fonds et à 0,07 (!) pour Engollon. Dans la variante mentionnée ici à l'article 117g (40 signatures), par souci de simplification, il n'est pas prévu de règles de proportionnalité en pourcentage ou par paliers, admettant aussi qu'une démarche qui va mobiliser conseils généraux et conseils communaux appelle un petit "effort" en matière de récoltes de signatures qui doit traduire l'adhésion d'autres personnes au projet de motion. Ainsi, pour les communes qui comptent moins de quatre cents électrices et électeurs (Enges, Brot-Dessous, Fresens, Montalchez, Vaumarcus, La Côte-aux-Fées, Villiers, Le Pâquier, Le Pâquier, Engollon, Valangin, Le Cerneux-Péquignot, La Chaux-du-Milieu, Brot-Plamboz et Les Planchettes), tant qu'elles ne font pas l'objet de fusions, le recours à l'initiative reste le moyen le plus "économique" en matière de récolte de signatures (10% de l'électorat) et permet de traiter de mêmes contenus que des motions populaires en matière communale.

En conclusion, pour illustrer par un exemple une possibilité offerte par la motion populaire en matière communale, une initiative déposée dans la commune de Fenin-Vilars-Saules requiert aujourd'hui 63 signatures. Dans le cadre de la commune fusionnée qui pourrait accueillir Fenin-Vilars-Saules, selon le résultat de la décision populaire du 27 novembre 2011, il faudrait alors 1171 signatures pour lancer une initiative. La motion permettrait à un groupe de 40 électrices et électeurs de Fenin-Vilars-Saules d'intervenir institutionnellement auprès de leurs nouvelles autorités communales.